



7 OCTOBRE 2024

---

# EUROPE INFO HEBDO

---

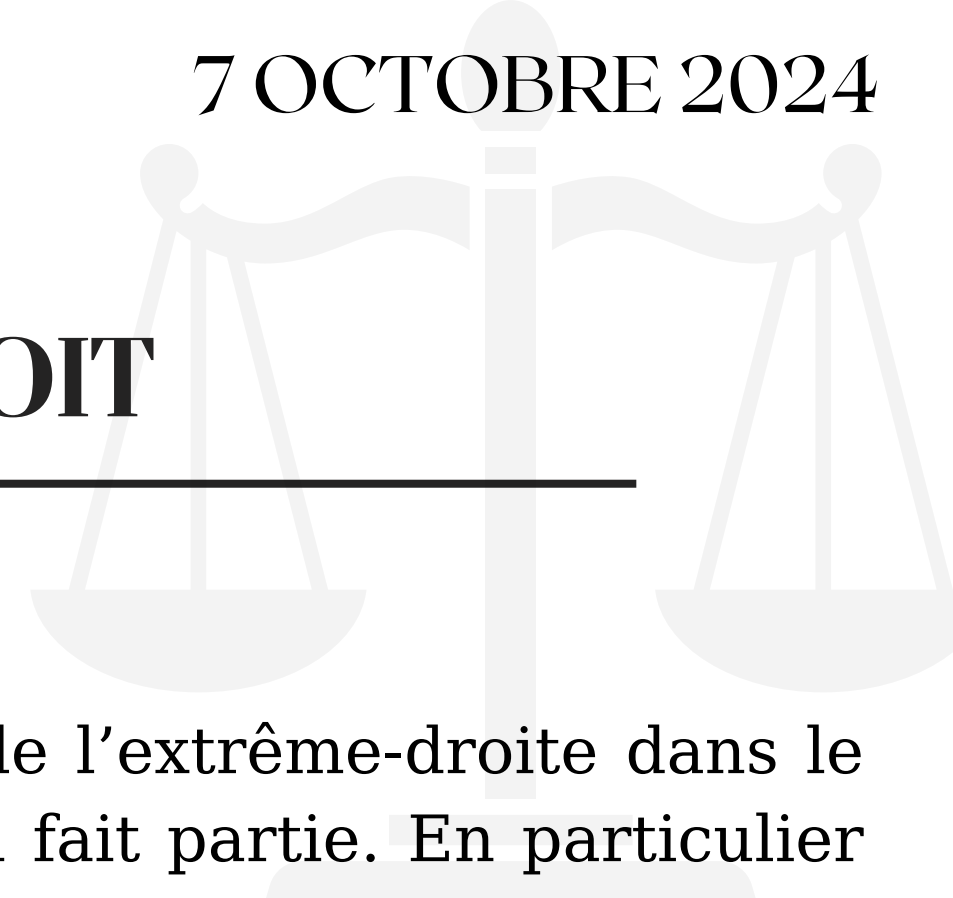


**EXTRÊME DROITE, UKRAINE ET  
HYDROGÈNE.**

Bonne lecture!  
Elise BERNARD,  
Etienne BONNERUE,  
Grégoire DESCAMPS,  
Edouard GAUDOT,  
Iris HERBELOT.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



## ÉLECTIONS, AUTRICHE, OSTRICH EGG

Il est des signes qui ne peuvent laisser indifférent. La victoire de l'extrême-droite dans le pays où est né Adolf Hitler et où il s'est formé politiquement en fait partie. En particulier quand son leader, H. Kickl multiplie les références historiques douteuses : « politiciens [centristes] du système » (Systempolitiker) » qu'il accusait de « trahison envers le peuple » (Volksverrat), en reprenant deux termes utilisés par Adolf Hitler. Kickl avait également déclaré vouloir devenir Volkskanzler (Chancelier du peuple), un autre terme qui, pour certains Autrichiens, fait écho à celui utilisé pour décrire Adolf Hitler dans l'Allemagne nazie.

- Ce n'est certes pas la première fois que le parti d'extrême droite autrichien, le FPÖ, réalise d'excellents scores à une élection fédérale.
  - Depuis sa naissance aux premiers jours de la nouvelle république d'Autriche établie sur fond de guerre froide, la réinsertion dans le jeu politique des anciens sympathisants et électeurs nazis, cette troisième force alternative aux chrétiens et sociaux-démocrates a connu quelques succès, nourris des limites et des faillites des principaux partis.
    - Il a d'ailleurs été le pionnier en accédant au pouvoir en 2000, mené par son charismatique leader de l'époque, Jorg Haider.
  - Mais dimanche 29 septembre, le FPÖ a gagné les élections fédérales en Autriche, avec presque 30% des suffrages, devançant les conservateurs au pouvoir qui reculent de 10 points.
    - Après les Pays-Bas et le PVV de Geert Wilders (cf. EIH 3/12/23), après la victoire de Robert Fico (cf. EIH 8/10/23) puis les succès de l'AfD aux trois dernières élections régionales allemandes (cf. EIH 8/9/24), la marée brune monte.
- Dans un entretien avec le Grand Continent, le politologue Marcelo Janny revient sur les raisons et les conséquences de ce succès.
  - Certes, même s'il a gagné le FPÖ n'est pas majoritaire et ne gouvernera pas seul, s'il gouverne, mais les conséquences politiques européennes sont déjà très lourdes.
  - C'est un allié de plus de la famille d'extrême-droite au Conseil, où siègent déjà les Patriotes for Europe groupe parlementaire co-fondé par V. Orban et M. Le Pen (cf. EIH 15/7/24).
  - C'est surtout une voix de moins pour les soutiens de l'Ukraine comme l'a salué immédiatement Moscou.
    - Mais outre sa neutralité constitutive de son identité post-1945, l'Autriche était aussi l'un des pays les plus dépendants de l'énergie russe bénéficiant d'exemptions aux sanctions.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

UKRAINE, ALLEMAGNE,  
**ALLIANZ**

La victoire du FPÖ aux élections autrichiennes du 29 septembre 2024 est une mauvaise nouvelle de plus pour l'effort de guerre ukrainien. Sur la défensive aussi bien militairement que diplomatiquement et économiquement, comme le souligne le dossier de The Economist sur le conflit, l'Ukraine peine à voir une sortie victorieuse de la guerre. L'avance russe, la fatigue des alliés et les divisions politiques nationales obscurcissent le chemin de l'Ukraine vers la victoire.

- La question du soutien des Européens à l'Ukraine se pose depuis les élections européennes de juin, et se renouvelle à chaque succès électoral de l'extrême-droite.
  - Il est à chaque fois question de forces politiques en faveur d'une paix à tout prix avec V. Poutine, comme le Mouvement Sarah Wagenknecht (BSW) en Allemagne.
    - Outre l'immigration, des principaux chevaux de bataille de ce mouvement populiste de gauche radicale, est l'exigence de la paix et la fin du soutien de l'Allemagne à l'effort de guerre ukrainien.
  - Arrivé en position d'arbitre des potentielles majorités régionales, en particulier dans le Brandebourg, le BSW exige pour reconduire le SPD au gouvernement régional la fin des livraisons d'armes à Kiev, une décision fédérale.
- Olaf Scholz, en grande difficulté dans la perspective des prochaines élections de 2025 pourrait être tenté de reconquérir une partie de son électorat tenté par le vote BSW.
  - Il pourrait même être tenté de provoquer des élections anticipées.
  - Jusqu'à récemment, l'espoir d'une reprise économique constituait la principale raison rationnelle pour le chancelier de maintenir sa coalition boiteuse jusqu'au bout.
  - L'autre événement susceptible de faire remonter Scholz serait la fin de la guerre en Ukraine.
    - Cela donnerait au SPD l'occasion de regagner les électeurs qu'il a perdu au profit du BSW et de l'AfD.
    - A l'heure actuelle, le BSW talonne même les Verts dans les sondages, prenant des électeurs à la gauche du SPD en raison de son opposition très efficace aux livraisons d'armes.

Seul un accord de paix la priverait d'oxygène politique. Dans une telle situation, on ne peut pas exclure un accord entre SPD et BSW, voire une fusion. Aux dépens de Kiev.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## UKRAINE, ÉTATS-UNIS, KEEP AMERICA GREAT

En ces temps difficiles, Kiev peut au moins compter sur les missiles longue portée des Américains. Un retour en Europe des armements stratégiques aux parfums de guerre froide. Avant même sa visite à la Maison Blanche cette semaine, le président Ukrainien Volodymyr Zelensky avait annoncé sur X (ex Twitter) que cet automne serait "déterminant pour le futur de la guerre".

- Il est arrivé aux Etats-Unis déterminé à obtenir de nouvelles garanties pour soutenir l'effort de guerre ukrainien, qui après une contre-offensive dans la région russe de Kursk a laissé son flanc sud-est exposé à une progression de l'occupant russe.
  - Notamment, comme depuis les premières arrivées de matériel étranger sur leur territoire, le commandement ukrainien souhaite pouvoir utiliser les missiles Storm Shadow et autres missiles de longue portée pour frapper le territoire russe.
  - Si le Royaume-Uni a donné son accord en mai pour que l'Ukraine utilise les armes britanniques fournies pour des frappes en dehors de son territoire, les Etats-Unis n'ont pas encore emboîté le pas.
    - Les élus sont encore divisés sur la question au Congrès.
- V. Zelensky a également largement communiqué ces derniers jours sur son "Victory Plan", qui repose sur trois piliers majeurs :
  - La poursuite des donations d'armements à l'Ukraine de la part de ses alliés occidentaux ;
  - Des efforts diplomatiques renforcés pour pousser la Russie à un accord de paix (sous-entendu favorable à l'Ukraine) ;
  - Tenir responsable la Russie pour l'invasion.
    - Avec une responsabilité pénale pour les décideurs individuels devant la CPI.
    - Et des compensations d'Etat à Etat pour les dommages causés par le biais de la CIJ.
- Si la Maison Blanche n'a toujours pas donné le feu vert à l'usage des missiles de longue portée fournis à l'Ukraine, Poutine n'a pas attendu pour communiquer également de son côté en redéfinissant la vision russe d'une attaque d'un pays de l'OTAN disposant d'un arsenal nucléaire.
  - Ainsi, le Kremlin considérerait que l'usage de ces missiles longue portée serait une attaque directe des Américains sur le territoire russe, justifiant l'usage de l'arme nucléaire russe.
  - La menace n'est pas nouvelle, et la Russie n'a jamais utilisé de son arme nucléaire depuis le début de l'invasion en 2022.
  - Toutefois, même si la menace n'était pas prise au sérieux outre-Atlantique, Donald Trump a déjà affirmé qu'il ne soutiendrait pas l'Ukraine s'il revenait au pouvoir, selon Viktor Orban.
- V. Zelensky n'aura toutefois pas quitté les Etats-Unis les mains vides, ce qui déplaît de plus en plus aux Républicains et leur candidat : Joe Biden a annoncé un nouveau fonds d'aide militaire à l'Ukraine, d'un montant de huit milliards de dollars.
  - Virulemment critiquée par Trump, cette nouvelle aide permettra sans aucun doute à l'Ukraine d'effectuer de nouveaux achats auprès des fabricants d'armes américains, dont Zelensky a visité l'une des usines lors de son arrivée.
  - Reste à voir si l'Europe emboîtera le pas en renouvelant son aide militaire et diplomatique à l'Ukraine avant l'élection présidentielle américaine de novembre 2024.

# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## CHINE, TARIFS DOUANIERS, CBO

Le consensus de Washington a du plomb dans l'aile. Dans une analyse audacieuse pour le Green European Journal, les économistes Shahin Vallée et Daniel Segoin proposent de réfléchir à un nouveau "consensus de Bruxelles" pour repenser les relations économiques et commerciales à l'heure des rivalités stratégiques globales.

- Le récent rapport de Mario Draghi sur l'avenir de la compétitivité de l'UE illustre parfaitement les défis et les inquiétudes économiques de l'Europe.
  - Face à la concurrence féroce des États-Unis et de la Chine et à un environnement commercial de plus en plus hostile, l'UE repense fondamentalement ses politiques économiques.
  - Comment cela modifiera-t-il la lutte contre le changement climatique et le rôle de l'Europe dans ce domaine ?
- Sur la table depuis déjà plusieurs mois, les États membres ont adopté lors d'un vote décisif du Conseil, ce vendredi 4 octobre 2024, des tarifs douaniers supplémentaires sur les importations de véhicules électriques chinois, en dépit de l'opposition de certains États - notamment l'Allemagne - et de la pression chinoise.
  - Finalement, dix pays ont voté en faveur, cinq contre et douze se sont abstenus.
  - Cette mesure proposée par la Commission européenne, en juin, introduit une surtaxe allant jusqu'à 35,3% venant s'ajouter à la taxe de 10% déjà en vigueur.
- Les États-Unis ont de leur côté augmenté leurs tarifs sur les véhicules électriques chinois dès mai 2024 de 27,5% à 102,5%, mettant la pression sans doute sur la décision de la Commission.
  - Néanmoins, les deux cas sont très différents.
    - Aux États-Unis, la décision est avant tout politique et performative, les véhicules chinois ne pesant que 2% du total des ventes d'automobiles.
    - Ils représentent un quart des ventes sur le continent européen.
- Ce sujet a fait apparaître des positions très divergentes au sein des États membres selon les relations de chacun avec la Chine.
  - Certains États craignent des mesures de rétorsion du géant asiatique en réponse aux tarifs douaniers.
    - En effet, le gouvernement de Xi Jinping n'a pas tardé à répliquer en lançant plusieurs enquêtes antisubventions sur des produits communautaires comme le porc ou les produits laitiers.
  - Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a par exemple engagé des négociations avec Pékin afin de trouver des solutions bénéfiques pour chacune des parties.
    - En effet, l'Espagne est le principal exportateur de porcs vers la Chine.
  - En plus du porc et des produits laitiers, les vins et les voitures à grosses cylindrées seraient aussi dans le viseur du gouvernement chinois.

# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## GUERRE COMMERCIALE, CHINE, **CHOW CHOW**

Les tarifs européens sur les voitures chinoises remettent en cause directement le 2e pilier du modèle économique allemand. Après la fin de l'énergie russe abondante et bon marché, ce sont les liens commerciaux avec le marché chinois qui sont menacés - cf. [EIH 21/4/24](#) et [EIH 10/12/23](#)).

- L'Allemagne, principal opposant à la mesure, redoute une contre-attaque chinoise sur les véhicules européens alors que les constructeurs allemands réalisent plus du tiers de leurs ventes mondiales en Chine et que le géant asiatique est leur principal partenaire commercial depuis 8 ans.
  - Olaf Scholz avait montré son désaccord, dès avril, contre toute tentative européenne de protectionnisme et avait plaidé la cause du libre-échange à l'occasion de son voyage au pays de l'empire du Milieu.
- Le spectre d'un début de guerre économique intense est loin de réjouir les dirigeants des Etats membres, surtout ceux ayant des relations commerciales développées avec la Chine.
  - Viktor Orban, qu'on a connu plus prompt à défendre les mesures de protectionnisme, a notamment déclaré ce vendredi à la radio publique MR : « *Ce que l'UE veut faire, c'est une guerre froide économique* ».
  - La nouvelle mesure a également provoqué une levée de boucliers au sein de l'industrie automobile européenne, notamment en Allemagne.
    - Le PDG de BMW Oliver Zipse a déclaré : « Le vote d'aujourd'hui est un signe fatal pour l'industrie automobile européenne »
    - Ce vote n'est pas définitif alors que les négociations vont se poursuivre entre les deux parties, comme le confirment certains haut-fonctionnaires européens.
    - Les 12 abstentions pourraient alors avoir à se déclarer dans un sens ou l'autre.
  - Cependant, il pourrait marquer « *une partie de la détérioration à long terme des relations politiques entre l'UE et la Chine, qui n'est pas seulement causée par le problème de surcapacités en Chine, mais aussi par le soutien de la Chine à l'invasion de l'Ukraine par la Russie* » comme l'indique Sander Tordoir, économiste en chef au Centre for European Reform à [Euractiv](#).

## HYDROGÈNE, GENE

Pour articuler transition climatique et réindustrialisation, le Green Deal a fait de la filière hydrogène une des priorités stratégiques pour l'Europe - (cf. [EIH 8/9/24](#)).

- Cela se traduit en particulier dans la directive sur les énergies renouvelables qui fixe des objectifs pour l'adoption de l'hydrogène renouvelable dans l'industrie et les transports d'ici à 2030 et dans le paquet Hydrogène et marché du gaz décarboné visant à soutenir la création d'infrastructures optimales et dédiées à l'hydrogène, ainsi que d'un marché de l'hydrogène efficace .
  - En 2023, la directive sur les énergies renouvelables a fixé l'objectif indicatif de 42 % d'hydrogène renouvelable dans la consommation totale d'hydrogène d'ici à 2030 et de 60 % d'ici à 2035 pour l'industrie.
  - Depuis 2022, la Commission encourage l'investissement dans la filière avec la création de la Banque européenne de l'hydrogène.
- Cette structuration réglementaire et législative est porteuse dans un marché en nette croissance.
  - Le nombre de projets hydrogène, ayant fait l'objet d'une décision finale d'investissement, a doublé au cours des douze derniers mois, selon le rapport annuel 2024 de l'Agence internationale de l'énergie.
  - L'AIE indique également que la production mondiale d'hydrogène à faibles émissions d'ici à 2030 devrait être multipliée par 5.
    - Un enjeu pour faire de l'hydrogène une énergie vraiment renouvelable qui rencontre quelques difficultés à imposer une définition aux industriels (cf. [EIH 16/12/21](#)).
- Alors que l'Europe bénéficie d'avances technologiques grâce au travail mené pour structurer la filière, la Chine se repositionne et grignote des parts de marché.
  - Selon l'AIE, la Chine représente plus de 40 % de la capacité d'électrolyse ayant fait l'objet d'une décision finale d'investissement au cours de l'année écoulée.
  - Le journal conservateur allemand FAZ sonne l'alarme.
    - D'après un rapport alarmant du BCG, non encore publié, l'Europe bénéficie certes aujourd'hui de technologies supérieures qui lui permettent de produire de l'hydrogène à un coût inférieur de 15 % à celui de la Chine.
    - Cependant, le rapport indique que la Chine dépassera la compétitivité de l'Europe d'ici 3 à 5 ans, en termes de coûts, de qualité et de volume de production.
    - Pour preuve, la Chine a déposé 1 000 familles de brevets dans ce domaine, au cours des dernières années, soit trois fois plus que l'Europe.

Dans son rapport, Mario Draghi pointait que le seul domaine dans lequel l'Union européenne possède un avantage comparatif et un certain leadership mondial est celui des technologies vertes et propres. Cette dernière avance semble se réduire de jour en jour.